ble dans les colonies. Il existe une différence de fait qui devrait se comprendre sans s'expliquer. Là, c'est un peuple puissant qui gouverne sans contrôle, ici c'est une puissance qui fait ses réserves. Là, c'est une faible femme qui personnifie l'autorité, ici c'est une domination. De fait, (nous faisons abstraction du droit.) l'un est plus indépendant que l'autre. L'un est une ombre, l'autre une réalité. . . Ici pourtant paraît commencer une petite différence dans la manière d'envisager la chose. Les uns ne paraissent pas vouloir admettre ou reconnaître cette différence. Ils veulent ne soutenir qu'un droit absolu ou ce qui devrait être. Les autres, plus modérés dans leurs prétentions, sans l'être moins dans leurs expressions, s'en tiennent au fait et veulent essayer d'en tirer le meilleur parti possible. *L'Aurore* est l'organe de ces derniers, la *Minerve* celui des autres.

Maintenant nous définissons le gouvernement responsable, dans les rapports du gouverneur avec ses ministres, la combinaison des fonctions respectives des agens du gouvernement, co-ordonnée de telle sorte que les ministres puissent prendre, devant le peuple, la responsabilité des actes ou des omissions du gouverneur, sans que celui-ci se départe en rien de sa dignité et de son autorité administrative absolue. La raison de cette définition c'est que le gouverneur étant reconnu seul dépositaire de l'autorité exécutive et les ministres, quoique seuls responsables au peuple, seulement les conseillers de l'administrateur, l'administration doit être arrangée de telle sorte qu'on puisse dire que les actions ou les omissions du gouverneur qui atteignent le peuple, sont voulues ou conseillées, ou du moins approuvées par ses ministres. Mais comment concilier la responsabilité des ministres avec la négation du pouvoir administratif en eux ? Ou encore plus, comment les ministres peuvent-ils devenir responsables sans que le gouverneur soit obligé de les consulter et quelque fois même sans être consultés. Avant de répondre directement, nous devons observer que les plus chauds défenseurs du gouvernement responsable admettent que le gouverneur n'est pas tenu de suivre l'avis de ses conseillers, que cette liberté ou indépendance du gouverneur est cependant compatible avec le gouvernement responsable. Or si la liberté dans le gouverneur de ne pas suivre la consultation ou délibération du cabinet est néanmoins compatible avec la responsabilité, qui osera dire que la non-consultation la détruit ? La première doit lui être certainement aussi contraire que la seconde.

Mais pour mieux comprendre ce prétendu mystère, examinons quand et comment les ministres encourent la responsabilité. Vient-elle de leur dignité ? Non. Elle vient de leur pure volonté. Et c'est parce qu'on a identifié responsabilité avec conseiller, qu'on a trouvé du mystère entre la responsabilité et la non-consultation. Pourtant l'un et l'autre ne doivent point être confondus. Ce n'est point la dignité du conseiller qui le rend responsable, c'est son acceptation des actes ou des omissions du gouverneur, qui atteignent le peuple. Les ministres ne peuvent encourir et n'encourent véritablement cette obligation, que du moment qu'ils épousent les actes ou les omissions de l'administrateur, par une libre acceptation. D'après ces principes, nous allons voir que les ministres peuvent devenir responsables sans être consultés par le gouverneur, que la consultation et la non-consultation n'y font rien. Comme nous venons de voir, la responsabilité ne s'encourt pas par l'acceptation de la place de conseiller, mais par l'acceptation des actes de l'administrateur ou gouverneur. Or, cette acceptation peut se faire aussi bien après que les actes du gouverneur sont devenus officiels qu'avant, puisque le temps et la publicité n'y font rien, et qu'il est également libre aux ministres d'en décliner et récuser la responsabilité, sitôt que le fait vient à leur connaissance, qu'il soit devenu officiel ou non. Donc la non-consultation n'est pas incompatible avec la responsabilité. Expliquons nous ici par un exemple. Prenons la nomination de M. Caron à la présidence du Conseil-Législatif et supposons que le gouverneur n'ait pas consulté préalablement ses ministres. Ceux-ci ne pouvaient en devenir et n'en devinrent en effet responsables que du moment où ils agréèrent ou acceptèrent la responsabilité de la nomination. Mais supposons d'un autre côté qu'une nomination dont ils ne pouvaient accepter ou prendre la responsabilité ait été faite, après consultation ou délibération; cette consultation ou délibération ne les aurait pas rendus plus responsables que s'ils n'avaient pas été consultés. C'est l'acceptation seule qui les aurait rendus responsables. Parce que, encore une fois, ce n'est pas la dignité de conseiller, mais l'acceptation des actes du gouverneur qui rend responsables. Nous insistons sur ce point, parce que c'est sur ce point

principalement que repose toute la difficulté. C'est ce qu'il faut bien saisir, pour comprendre le gouvernement responsable dans ses rapports entre le gouverneur et ses ministres, l'impossibilité d'une collision constitutionnelle entre eux sur les principes, les prérogatives des uns et des autres, et la dissidence entre l'hon. D. B. Viger et l'ex-ministère. Comme l'on voit, et comme l'on sait, le contrôle des ministres n'est pas un contrôle de coercition, mais de répudiation. Par là la question ne peut jamais tomber sur le droit, mais sur le fait : et c'est ce que voulait l'hon. Viger et ce qu'il ne trouvait pas dans la résignation. Présentez, disait-il, un fait dont vous ayez refusé la responsabilité et qui a été maintenu par le gouverneur, et je suis avec vous. Car nous ne pouvons juger que sur les faits et non sur le droit et sur les intentions. Nous ne pouvons connaître l'intention que par les actions, et pour savoir qu'elle est mauvaise, il faut que les actes le prouvent. Le mal ne se présume point dans le gouverneur, il doit se démontrer par les actes.

On peut donc poser et résoudre ainsi la question du gouvernement responsable, dans les rapports du gouverneur avec le ministère. Les ministres peuvent-ils forcer le gouverneur à les consulter ? Non. Le gouverneur doit-il les consulter ? Oui. Sur quoi est fondé ce devoir du gouverneur ? Sur sa conscience, sa prudence et sa confiance. Voilà ce que veut dire le gouverneur dans sa réponse au comté de Gore ; et c'est aussi, croyons-nous, le sentiment de M. Viger. Les ex-ministres, tout en reconnaissant cette indépendance du gouverneur, voulaient et veulent encore, (ou du moins leurs organes,) que le gouverneur s'engage, sinon par une stipulation authentique, du moins par une promesse verbale, à consulter ses conseillers sur tous ses dits et faits publics et administratifs. C'est ce que refuse le gouverneur et c'est précisément comme l'on fait, à cause de ce refus que les ex-ministres ont donné leur résignation. Nous disons précisément et nous devrions dire uniquement. Car d'après les explications que M. Viger nous a données dans son pamphlet, la raison du refus de la part du gouverneur de sanctionner le bill des sociétés secrètes, ne pouvait être pour les ministres une raison de résigner, puisqu'ils connaissaient que ses instructions lui interdisaient la sanction de semblables actes. Qu'on juge maintenant si les ex-ministres avaient des raisons, du moins constitutionnelles, de résigner. Mais comme c'est principalement sur le refus du gouverneur de s'engager à les consulter, que les ex-ministres ont basé les motifs de leur résignation, nous allons examiner d'une manière plus spéciale, si la non-consultation en elle-même est une raison suffisante pour que les ministres soient autorisés à résigner. Nous ne le croyons pas, et voici pourquoi. D'abord les ministres ne sont pas responsables au peuple ou à la Chambre des faits et des omissions qui se passent uniquement entre eux et le gouverneur. En cette les ministres n'ont jamais le droit de mettre le gouverneur en accusation devant la Chambre. Les principes de la Constitution du gouvernement responsable, notez le bien, reconnaissent qu'il n'est responsable qu'à sa souveraine. C'est donc inconstitutionnel de vouloir le citer en jugement devant la Chambre ; et la faute de Son Excellence, lors de la résignation, est d'avoir agi comme s'il eût été passible d'accusation devant son tribunal (de la Chambre). Il ne peut pas plus y répondre qu'un citoyen sous la domination anglaise, serait tenu de le faire s'il était cité devant un tribunal des États-Unis, par exemple. Mais venons maintenant d'une manière plus directe à la solution de la question, et montrons que la non-consultation en soi et considérée seulement par rapport à la responsabilité des ministres, n'est pas et ne peut être une raison suffisante pour eux de résigner. On a vu que le gouverneur n'est responsable qu'à sa souveraine, que le contrôle des ministres ne peut s'exercer que sur des faits ou des omissions qui atteignent le peuple. Supposons maintenant que le gouverneur ne consulte pas ses ministres. Ou il agira, ou il n'agira pas. S'il n'agit pas, il n'est pas obligé de consulter, c'est évident, et il n'y a aucune responsabilité pour les ministres ; par conséquent ils n'ont rien dont ils puissent se plaindre. S'il agit : ou son action sera conforme à leurs vues et à celles du peuple, ou non. Si elle l'est, ils doivent encore en prendre la responsabilité ; si elle ne l'est pas, ils doivent la décliner, et alors ils résignent si le gouverneur la maintient ; le motif de la résignation porte alors, non sur la non-consultation, mais sur un fait dont ils ne peuvent prendre la responsabilité. Comme l'on voit, la résignation doit toujours porter sur un fait, et c'est ce que demandait M. Viger. En voulant la faire porter sur une autre cause, il faudrait établir ou consacrer des principes qui amèneraient nécessairement des collisions entre la colonie et le gouvernement d'Angleter-